

## ANNEXE

de la décision de la Commission sur l'appui à l'Ordonnateur National au Tchad

### Document relatif à l'action "Appui à l'Ordonnateur National au Tchad"

#### 1. IDENTIFICATION

Intitulé/Numéro	Appui à l'ordonnateur national au Tchad Numéro CRIS: TD/FED/037-710		
Coût total	Coût total estimé: 6 330 000 EUR Coût total de la contribution du FED : 5 200 000 EUR (1,2% du programme indicatif national (PIN) 11 <sup>e</sup> FED) Coût total de la contribution du gouvernement tchadien : 1 130 000 EUR		
Méthode d'assistance/ Modalité de mise en œuvre	Approche par projet / Gestion indirecte avec la République du Tchad		
Code CAD	15110	Secteur	Politiques publiques et gestion administrative

#### 2. MOTIF ET CONTEXTE

##### 2.1. Résumé de l'action et de ses objectifs

Le projet appuiera l'Ordonnateur National (ON) au Tchad dans l'exercice des responsabilités que lui dévolue l'Accord de Cotonou, ainsi que le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI) pour que ce dernier s'approprie mieux cette fonction de maîtrise d'ouvrage, en lien étroit avec les ministères techniques assurant la maîtrise d'œuvre. Le dispositif conserve le principe d'une cellule d'appui (actuellement "Appui conseil technique et institutionnel à l'ON" - ACTION) avec réorganisation des fonctions et responsabilités, un accent spécifique étant mis sur le suivi/évaluation (S/E) et l'aspect institutionnel, ainsi qu'un important volet de formation et un renforcement des capacités.

L'objectif spécifique du projet est de renforcer les capacités de l'ON au Tchad à assumer ses fonctions et renforcer l'appropriation du FED par l'administration tchadienne. Les trois résultats attendus sont: (i) le renforcement de la capacité institutionnelle du MPCI à assurer le pilotage stratégique du FED au Tchad en étroite collaboration avec les ministères techniques; (ii) le renforcement des capacités du personnel des parties prenantes (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) des projets FED par un volet de formation couvrant une gamme de compétences, (iii) la fourniture d'un système d'information stratégique, étendu à toutes les interventions FED, nécessaire au suivi/évaluation, à la visibilité/communication des résultats des financements FED, et à la coordination intersectorielle et dialogue sur les politiques. Le renforcement des capacités cible les compétences thématiques et personnelles/transversales, se base sur l'apprentissage par la formation, l'expérience, les échanges et la responsabilisation, sur une assistance technique fournie selon un schéma qui évite la substitution, et vise la pérennisation des compétences acquises.

## **2.2. Contexte**

### **2.2.1. Contexte national**

#### **2.2.1.1. Situation économique et sociale et analyse de la pauvreté**

Après plusieurs décennies d'instabilité, le Tchad bénéficie depuis 2010 d'une situation plus apaisée mais se trouve toutefois au cœur d'un contexte géopolitique tendu et compte de très nombreux réfugiés et déplacés internes.

Traditionnellement agricole (coton, bétail, gomme arabique), le Tchad est devenu un pays pétrolier en 2003 (67% des recettes ordinaires en 2013, 85% de ses exportations et 35% PIB en 2012). L'économie est vulnérable aux aléas climatiques et fluctuations des cours des matières premières sur les marchés internationaux, ce qui se traduit par une croissance en dents de scie. Les retombées du pétrole sur le développement et le bien-être des populations se font attendre malgré de grands programmes d'investissements en infrastructures. L'évolution récente et les projections de croissance économique (10.8% en 2014) placent le Tchad bien au-dessus de la moyenne en Afrique ou de la sous-région Afrique Centrale. Néanmoins la gouvernance, la gestion des finances publiques et le climat des affaires sont des défis importants à relever pour accélérer le développement économique et humain et réaliser la vision du Tchad d'être un pays émergent en 2025.

Le Tchad reste un des pays les plus pauvres au monde (184<sup>ème</sup> sur 187 pour l'indice de développement humain en 2013). Sa population est peu nombreuse (11,8 millions d'habitants en 2012), répartie sur un vaste territoire (près de 1,3 million km<sup>2</sup>, soit 0,9 habitants/km<sup>2</sup>), peu urbanisée (22%), mais en croissance rapide (2,6% par an). Les avancées des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont très timides et seul celui concernant l'accès à l'eau potable - qui a plus que doublé au cours de la dernière décennie - est en voie de réalisation. Malgré un produit intérieur brut (PIB)/habitant (p.p.a. - parité de pouvoir d'achat - 2012) de 2 000 USD, 55% de la population vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 1,25 USD par jour). L'insécurité alimentaire est répandue et la malnutrition infantile atteint des taux alarmants (en 2012, insuffisance pondérale de 30% et retard de croissance de 39% parmi les 0-5 ans).

#### **2.2.1.2. Politique de développement nationale**

Le plan national de développement (PND) 2013-2015 s'articule selon 4 axes stratégiques : (i) développement de l'offre de production et des opportunités d'emploi décents, (ii) mobilisation et valorisation du capital humain et lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale, (iii) protection de l'environnement et adaptation au changement climatique et (iv) amélioration de la gouvernance. Sa mise en œuvre est suivie par le MPCCI dont le Ministre est également ON. Le PND devrait être suivi d'un plan quinquennal 2016-20.

L'aide publique au développement<sup>1</sup> est faible par rapport au budget de l'Etat et une proportion importante (43%) de l'aide civile concerne l'aide humanitaire. Un programme de référence a été signé avec le Fonds monétaire international (FMI) en 2013 et un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit pour un montant total 122 400 000 USD a été approuvé en août 2014 par le FMI. L'atteinte du point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) à laquelle le Tchad participe est attendue pour le premier semestre 2015. Elle permettra de bénéficier de l'allègement de la dette extérieure et devrait ouvrir des perspectives pour le financement du développement du Tchad.

---

<sup>1</sup> 380-405 millions EUR/an entre 2010 et 2012.

### 2.2.2. Contexte sectoriel: politiques et enjeux

L'UE, premier contributeur d'aide civile au Tchad, a décaissé en 2013, 66 700 000 EUR d'aide au développement, dont plus de 80% au titre du FED<sup>2</sup>. Le PIN du 10<sup>e</sup> FED (2007-2013) représentait 368 000 000 EUR - y compris enveloppe B - en fin de période<sup>3</sup> et celui du 11<sup>e</sup> FED apportera 442 000 000 EUR en ressources programmables (enveloppe A) pour la période 2014-2020<sup>4</sup>.

Les capacités des services publics au Tchad restent limitées. Le MPCCI assure la maîtrise d'ouvrage des interventions financées au titre du FED sans disposer, depuis 1993, de services de l'ON en son sein. Il se repose largement, pour remplir ces fonctions, sur la cellule ACTION (actuellement 27 agents plus trois assistants techniques, essentiellement financée par le FED depuis plusieurs FED). L'appropriation et l'implication des ministères techniques et du MPCCI sont faibles, ce qui se traduit par une qualité insuffisante des documents contractuels et financiers produits, des retards dans la mise en œuvre nécessitant des reports de la date limite de contractualisation et/ou de mise en œuvre, des montants inéligibles importants sous devis-programmes et un manque de suivi/évaluation (S/E). Le suivi doit s'élargir aux questions stratégiques (résultats/objectifs) et à la capitalisation.

L'ON et ses services devront, en outre, relever les défis concomitants d'assurer i) la mise en œuvre du 10<sup>e</sup> FED<sup>5</sup>, ii) les travaux intensifs de préparation des interventions sous le 11<sup>e</sup> FED, ainsi que iii) le renforcement du dialogue des politiques et une plus grande inter-sectorialité, vu la nature multidisciplinaire des objectifs de nutrition du 11<sup>e</sup> FED (près de 70% des ressources).

### 2.3. Enseignements tirés

Une enquête sur les appuis à l'ON dans 43 pays (mars 2013) indique la variabilité des structures d'appuis à l'ON (cellules réduites à l'extrême et intégrées à l'administration mais bénéficiant d'un soutien conséquent, ou relativement externalisées mêmes si physiquement intégrées au ministère de tutelle, avec ou sans assistance technique, sur un mode permanent, perlé ou dégressif, etc.) L'exemple de certains de ces pays démontre l'importance de constituer une « masse critique » d'experts familiarisés à la gestion du cycle du projet.

Les différentes analyses récentes de l'appui à l'ON au Tchad<sup>6</sup> concluent à la nécessité d'un appui aux services de l'ON et d'une capitalisation sur l'expérience du FED acquise par la cellule d'appui, mais également d'une meilleure articulation aux structures du MPCCI et des ministères techniques, d'un renforcement des capacités, d'une meilleure gestion des ressources (humaines, matérielles et financières), d'une assistance technique d'appui et non de substitution, d'une simplification de la gestion financière des projets couplée à une réduction des dépenses inéligibles, et d'une culture et pratique du suivi/évaluation.

Il convient d'appuyer les ministères techniques pour qu'ils assument davantage la responsabilité opérationnelle (maîtrise d'œuvre) de la mise en œuvre du FED, de renforcer le rôle des services de l'ON dans la supervision de la mise en œuvre contractuelle et financière en le réorientant vers un appui-conseil, et d'impliquer les deux dans un suivi/évaluation structuré, visant à une appropriation progressive du FED par l'administration tchadienne. L'ensemble de ces éléments a été pris en compte dans la préparation du projet pour lequel a été retenue l'option du maintien de la cellule

<sup>2</sup> De 2009 à 2012, les décaissements annuels étaient en moyenne de 91.7 million EUR, dont 43% en aide humanitaire.

<sup>3</sup> Secteurs d'intervention: développement durable, notamment au travers des infrastructures socio-économiques de base (transport, accès à l'eau potable, développement rural et agriculture) et bonne gouvernance (justice, gestion des finances publiques et réforme des forces de sécurité intérieure). Actuellement, 16 projets sont en phase opérationnelle, totalisant 316 mio EUR.

<sup>4</sup> Secteurs retenus: i) Sécurité alimentaire, nutrition et développement rural (297 mio EUR ou 2/3 du 11<sup>e</sup> FED), gestion durable des ressources naturelles (53 mio EUR) et consolidation de l'état de droit (65 mio EUR) ainsi que des interventions transversales.

<sup>5</sup> En mars 2014, 140 mio EUR à contracter, 232 mio EUR à liquider et 316 mio EUR de conventions en mise en œuvre opérationnelle.

<sup>6</sup> Evaluation finale du projet d'appui à l'ON – 9<sup>e</sup> FED (2012), identification et formulation de l'appui à l'ON sous le 11<sup>e</sup> FED (2014), Audit technique et financier du contrat d'assistance PROMAN sous le projet PACTUE -10<sup>e</sup> FED (2014), revue des certaines conditions d'emploi du personnel des projets FED (2014). Egalement le rapport de la "DAC Peer review 2012 of the European Union - DAC/OECD (2012), dont le Tchad était un des pays d'étude.

d'appui combinée à une appropriation à terme (par opposition à une réintégration immédiate) par le MPCl, explicite, planifiée, appuyée et mesurée.

## **2.4. Actions complémentaires**

Le projet sera complété par les interventions sous la facilité de coopération technique (FCT) ainsi que par les appuis institutionnels apportés aux ministères techniques. Il pourrait être envisagé des échanges d'expériences et bonnes pratiques entre ON de la région.

## **2.5. Coordination des bailleurs de fonds**

Du fait de la spécificité du FED et de « l'ensemble ON », la coordination des bailleurs de fonds n'est pas un aspect critique d'intervention pour ce projet: le renforcement du MPCl et des ministères techniques dans la gestion de l'aide, et en particulier de l'aide européenne, devrait induire des bénéfices en termes de coordination inter-sectorielle. Le projet facilitera l'interaction du MPCl avec les ministères techniques, en particulier leur direction de la planification et des investissements<sup>7</sup>. La France fournit une assistance technique au secrétariat général du MPCl et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) l'appui pour la coordination des différentes interventions des partenaires techniques et financiers (PTF). Ces derniers interagissent tous avec le MPCl pour la formulation de leurs interventions et/ou la signature des conventions afférentes. Les fora entre PTF (groupes généraux et sectoriels) et le comité bipartite PTF-gouvernement resteront autant de cadres de concertation pour les interventions du FED. La Délégation de l'Union européenne participe aux différents groupes sectoriels, en est chef de file dans les domaines du transport et de l'eau/assainissement, et assure le secrétariat du Comité des PTF présidé par la Banque africaine de développement (BAD).

## **3. DESCRIPTION DETAILLEE**

### **3.1. Objectifs**

Objectif global: Contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente des financements du FED au Tchad et aux objectifs de développement durable et réduction de la pauvreté du gouvernement.

Objectif spécifique: Renforcer les capacités de l'Ordonnateur National du FED au Tchad à assumer ses fonctions et l'appropriation du FED par l'administration tchadienne.

### **3.2. Résultats escomptés et principales activités**

- i) Résultat 1. La capacité institutionnelle du MPCl à assurer le pilotage stratégique du FED au Tchad en étroite collaboration avec les ministères techniques est renforcée.

Il s'agit du pilotage du PIN du Tchad mais également du suivi et/ou mise en œuvre des programmes régionaux financés par le FED, ainsi que de l'ensemble des étapes (programmation, instruction, mise en œuvre, suivi/évaluation, coordination intersectorielle, dialogue des politiques, revues annuelles sectorielles). Un service FED sera établi dans le MPCl qui, dès la 1<sup>er</sup> année, se concentrera sur la fonction de suivi/évaluation. Cette dernière sera également accentuée dans le cadre de la cellule d'appui, maintenue en tant que telle durant les deux premières années. La responsabilité opérationnelle sera renforcée au niveau des ministères techniques. Les responsabilités financières et contractuelles de la maîtrise d'ouvrage seront réorientées vers un appui-conseil aux ministères techniques et un appui sera apporté pour la vérification comptable en vue d'éviter les dépenses inéligibles. Des relais seront identifiés dans les directions du MPCl les plus concernées par le FED. L'interface entre les ministères techniques sera renforcée, en

---

<sup>7</sup> La dénomination précise des directions de planification et gestion des interventions financées par les bailleurs varie d'un Ministère à l'autre.

particulier en matière de gestion du FED, de S/E et formation. La gestion des ressources humaines, matérielles et financières sera facilitée, simplifiée et harmonisée au sein des projets FED, y compris de ce projet, pour une meilleure responsabilisation, efficacité, et visibilité.

- ii) Résultat 2. Les capacités du personnel des parties prenantes à la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des projets FED ont été renforcées par un volet de formation couvrant une gamme de compétences.

Le renforcement des capacités concernera le personnel impliqué dans la mise en œuvre du FED, au sein du MPCl et des ministères techniques, dans des compétences thématiques (ex. gestion du cycle de projet, procédures contractuelles et financières, genre, environnement et changement climatique, etc.), managériales (gestion d'équipe, organisation du travail, suivi de la performance), personnelles (rédaction, communication, réunion, formation de formateurs). Il sera différencié selon les besoins prioritaires des parties prenantes (personnel de management ou technique, personnel « opérationnel » ou finances/contrats, niveau débutant ou avancé). Il s'intégrera dans la gestion du personnel (évaluation périodique, tâches, plan de carrière). L'apprentissage se fera par la formation, les échanges, l'expérience et la responsabilisation, facilité par une assistance technique en appui et non substitution, et fera également appel aux compétences et programmes d'institutions locales.

Pour la planification des formations, les besoins précis seront évalués en étroite collaboration entre le MPCl (relais « formation » et services FED), la coordination de la cellule d'appui et les ministères techniques, au démarrage du projet et mis à jour périodiquement. Le renforcement des capacités sera évalué à différents niveaux et moments (connaissances et compétences acquises et leur utilisation) et lié à la gestion des ressources humaines. Là où les besoins dépassent les moyens, les possibilités de financement de formations pertinentes sur les projets FED seront envisagées, le projet d'appui à l'ON agissant alors comme facilitateur.

- iii) Résultat 3. Un système d'information, couvrant toutes les interventions FED, fournit l'information stratégique nécessaire au suivi / évaluation, à la visibilité/communication des résultats des financements FED, et à la coordination inter-sectorielle et dialogue des politiques.

L'« ensemble ON » est concerné, c.à.d. la maîtrise d'ouvrage (ON, MPCl et cellule d'appui) et maîtrise d'œuvre (ministères techniques et projets). Les tâches « opérationnelles » des agents d'appui sont réorientées vers le suivi/évaluation (S/E). La fonction S/E est progressivement intégrée au service FED du MPCl. Vu son importance, des moyens spécifiques seront alloués dans les Devis Programmes du projet. Cette fonction sera exercée en étroite collaboration avec la structure du MPCl en charge du S/E et avec les ministères techniques (relais S/E, personnel des projets).

Le système de S/E sera structuré autour des trois fonctions principales: i) planification et suivi des activités opérationnelles, ii) suivi des résultats, iii) communication et diffusion des résultats (visibilité).

Des outils simples et standardisés seront développés, en complément au cadre logique et ses indicateurs, et autres éléments essentiels des projets, pour recueillir et traiter les données et présenter l'information (ex : base de données, fiches de S/E, tableaux de bord, cartes notes d'information, évaluation et/ou capitalisation, plaquettes de projet) pour les parties prenantes et le public. Des manuels de S/E et de visibilité/communication simples seront développés et adaptés à partir de l'existant. La mise sur pied de base(s) de données tiendra compte, dans la mesure du possible, des efforts que le MPCl a entrepris pour la gestion de l'aide au Tchad.

Pour atteindre l'ensemble de ces résultats, il est prévu une *assistance technique* (AT)<sup>8</sup> en appui au MPCCI pour la coordination, le suivi-évaluation, les finances/contrats et la formation. En outre, une provision est faite pour une expertise spécialisée (à titre indicatif appui institutionnel au MPCCI, système informatique, etc. selon les besoins).

Le projet couvrira également les investissements nécessaires (équipement, véhicules), les frais de fonctionnement autres que ceux pris en charge par le gouvernement (locaux/loyer et émoluments des agents affectés au service FED/cellule, relais des ministères techniques), le recours occasionnel à un appui juridique, la vérification comptable des devis-programmes des projets FED, et des activités de formation.

### **3.3. Risques et hypothèses**

Hypothèses spécifiques :

- Le projet se base sur la volonté exprimée d'une intégration et appropriation et de l'engagement du gouvernement à mettre à disposition les agents nécessaires et locaux pour la cellule d'appui/service FED. Malgré l'instabilité ministérielle, y compris du MPCCI, cet engagement ne pourrait pas être remis en question.
- Identification et implication des relais au sein du MPCCI et des ministères techniques.

Risques :

- Le projet rencontrera probablement des résistances au changement puisqu'il vise à corriger les faiblesses engendrées par une situation qui s'est progressivement imposée depuis près de 15 ans.
- La mobilité des agents de l'Etat, et les restructurations des ministères, fréquentes au Tchad, auraient pour résultat une perte de compétences et d'expérience. Ces risques ont été réduits par le choix de l'option d'une intégration (et prise en charge des coûts) progressive des services de l'ON dans le MPCCI. Une attention particulière sera accordée à capitaliser sur l'expérience de la cellule d'appui. Il est prévu que des primes soient accordées, dans les limites permises par le FED, pour fidéliser et motiver le personnel. Les efforts de modernisation de la gestion des ressources humaines devraient également y contribuer. La formation d'une masse critique d'agents permettrait de minimiser l'impact de ces changements.

### **3.4. Questions transversales**

Le projet, de par son objectif, appuiera les interventions FED à prendre en compte l'ensemble des questions transversales, telles que durabilité environnementale et changement climatique, démocratie, bonne gouvernance, droits de l'homme, égalité des genres. Une attention spécifique sera apportée aux possibilités de féminisation des cadres impliqués dans l'exécution du FED.

### **3.5. Parties intéressées**

Les bénéficiaires directs sont les acteurs de la maîtrise d'ouvrage (ON, services du MPCCI concernés, cellule d'appui) et de la maîtrise d'œuvre (ministères techniques et institutions concernés par le FED). Les parties prenantes incluent en outre la Délégation de l'Union européenne, les autorités locales, les acteurs non étatiques (ANE), organisations professionnelles et le secteur privé. Les bénéficiaires finaux sont la population tchadienne, en particulier les plus vulnérables, qui bénéficieront de la mise en œuvre du FED.

---

<sup>8</sup> A part une phase long-terme initiale de l'AT à la coordination, l'AT est essentiellement fournie sur le mode "perlé".

## **4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE**

### **4.1. Convention de financement**

Pour mettre en œuvre cette action, il est envisagé de signer une convention de financement avec le pays partenaire, telle que prévue à l'article 17 de l'annexe IV de l'Accord de Cotonou.

### **4.2. Période de mise en œuvre opérationnelle indicative**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites aux sections 3.2 et 4.3 seront menée à bien, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement ou, si aucune convention n'est conclue, à compter de l'adoption du présent document relatif à l'action, sous réserve d'éventuelles modifications qui devront être approuvées par l'ordonnateur responsable dans les accords concernés.

### **4.3. Composantes et modules de mise en œuvre**

#### **4.3.1. Gestion indirecte avec le pays partenaire**

La présente action, ayant pour objectif de contribuer à la mise en œuvre efficace et efficiente des PIN des 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> FED et à leur appropriation par l'administration tchadienne, pourra être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Tchad conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), i), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 selon les modalités suivantes:

La République du Tchad agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'attribution de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante pour toutes les procédures de marchés publics, sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés publics supérieurs à 50 000 EUR et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés publics inférieurs ou égaux à 50 000 EUR. La Commission soumet les procédures de passation de marchés à des contrôles ex ante pour tous les marchés publics.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont appliqués par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les marchés dont le montant ne dépasse pas les plafonds indiqués dans le tableau ci-dessous.

<b>Travaux</b>	<b>Fournitures</b>	<b>Services</b>	<b>Subventions</b>
< 300 000 EUR	< 300 000 EUR	< 300 000 EUR	≤ 100 000 EUR

Ces seuils maxima peuvent être abaissés d'un commun accord entre l'ordonnateur national et le chef de Délégation.

Conformément à l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 la République du Tchad applique les règles de passation de marchés publics établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, à l'instar des règles applicables aux procédures de subvention en vertu de l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, sont fixées dans la convention de financement signée avec la République du Tchad.

L'assistance technique sera mise en œuvre en gestion indirecte sauf recours aux contrats-cadres de la Commission qui sont en gestion directe. Les contrats d'audit et d'évaluation sont conclus par la Commission au nom de, et pour le compte de la République du Tchad.

L'appel d'offres pour l'assistance technique sera lancé avec une clause suspensive pour que son démarrage coïncide avec la fin du projet d'appui à l'ON actuel (entre juin et août 2015, selon les fonds disponibles).

#### 4.3.2. Passation de marchés (gestion directe) - indicatif

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de marchés	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique internationale	services	1	An 1 T1
Assistance technique (formations)	services	2-3	An 2 – An 3
Assistance technique	services	2-3	An 2 – An 3
Visibilité, communication	services	2	An 2 – An 3
Visibilité, communication	fournitures	1	An 2
Suivi/évaluation (missions)	services	4	An 1-2-3-4
Audit	services	2	An 2- A 4

#### 4.4. Champ d'application de l'éligibilité géographique pour la passation de marchés et les subventions

L'éligibilité géographique en termes de lieu d'établissement en vue d'une participation aux procédures de passation de marchés publics et de subventions et en termes d'origine des fournitures et matériaux achetés, telle qu'établie dans l'acte de base, est applicable.

#### 4.5. Budget indicatif

Le coût total du projet est estimé à 6 330 000 EUR dont 5 200 000 EUR au titre du FED. Le gouvernement tchadien mettra à disposition des locaux pour les services FED/cellule d'appui et prendra en charge des coûts de personnel, soit une contribution estimée à 1 130 000 EUR.

Poste budgétaire	Contribution FED (EUR)	Contribution Tchad (EUR)
4.3.1. Equipement et fonctionnement, y compris vérification comptable (gestion indirecte)	2 850 000	1 130 000
4.3.1. Assistance technique et renforcement des capacités, dont:	1 840 000	
• Assistance technique (gestion indirecte)	1 327 000	
• Formation (gestion indirecte)	513 000	
4.8. Visibilité et communication (gestion directe et indirecte)	60 000	
4.7. Suivi/Evaluation et audits (gestion directe)	200 000	
Imprévus	250 000	
<b>Total</b>	<b>5 200 000</b>	<b>1 130 000</b>

#### **4.6. Suivi de l'exécution**

Un Comité de pilotage, présidé par le MPCl, dans lequel la Délégation de l'Union européenne sera représentée (avec statut d'observateur) ainsi que les principaux ministères techniques concernés par le FED et les ANE, assurera la supervision globale du projet au travers des réunions semestrielles et *ad hoc* le cas échéant. La cellule d'appui en assurera le secrétariat.

Le MPCl, avec l'aide de la cellule d'appui, préparera un rapport annuel destiné à l'ON et à la Délégation de l'Union européenne, présentant les réalisations et écarts par rapport aux prévisions de mise en œuvre du projet, avec un accent particulier sur les avancées en matière d'intégration au MPCl et appropriation par ce dernier et les ministères techniques.

Le suivi technique et financier sera assuré au quotidien par le coordinateur national et le chef du service FED au MPCl et trimestriellement par un Comité de suivi opérationnel (CSO).

Un suivi externe orienté vers les résultats (ROM) sera effectué par des consultants indépendants recrutés directement par la Commission sur la base du cahier des charges correspondant. En principe, ce suivi débute à compter du sixième mois de mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du projet et prend fin au plus tard six mois avant la fin de la phase de mise en œuvre opérationnelle.

Les indicateurs de résultats concerneront notamment le degré de mise en œuvre du calendrier d'intégration et réorientation de l'appui aux ministères techniques, la disponibilité rapide et aisée d'information stratégique sur les projets et leurs résultats, l'application des principes de gestion du cycle de projet et des procédures contractuelles et financières, la qualité des documents contractuels et financiers et respect des échéances, les taux d'engagement et de décaissement des ressources du FED, les délais de clôture des contrats expirés, la mise en œuvre des recommandations d'audit, les montants inéligibles.

#### **4.7. Évaluation et audit**

Des revues externes sont prévues selon le calendrier suivant:

- Revues de suivi à la fin des années 1 et 3.
- Revue à mi-parcours en fin de 2<sup>ème</sup> année pour apprécier les progrès de la mise en œuvre, de l'intégration au MPCl et de l'appropriation du FED, ajuster les activités du programme le cas échéant.
- Evaluation finale au début de la phase de clôture.
- Eventuellement une évaluation ex post.

Les audits seront organisés selon les règlements et procédures en vigueur.

#### **4.8. Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, avant le début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué dans la section 4.5 ci-dessus.

Ces mesures seront mises en œuvre a) par la Commission et/ou b) par le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et les entités désignées. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans les conventions de financement, les procédures de marchés, les contrats de subventions et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles nécessaires seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne.